



Déclaration unitaire au Conseil commun de la Fonction publique du 22 janvier 2020

Les organisations syndicales CGC, CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires de la Fonction publique rappellent leur attachement aux régimes de retraite solidaires par répartition et leur rejet du projet de retraite universelle par points, comme la majorité des citoyens.

Cette contre-réforme, dont le but est exclusivement financier, pénalisera tous les salarié.e.s du privé comme du public avec une baisse des pensions et une diminution des droits.

Nos organisations syndicales, largement majoritaires, sont opposées à la régression sociale que le gouvernement souhaite mettre en œuvre.

Mais, pour autant, nous ne défendons pas le statu quo.

De nombreuses améliorations sont indispensables au sein des régimes existants.

Parce que nous sommes favorables à l'égalité entre les femmes et les hommes, nous sommes hostiles à un projet qui renforce les discriminations en particulier en reproduisant dans la retraite les inégalités subies durant la carrière.

Parce que nous sommes profondément attaché.e.s à la solidarité, nous refusons la division entre générations.

Parce que nous militons pour une meilleure reconnaissance et prise en compte de la pénibilité, assises sur la catégorie active qui doit certes être élargie, nous condamnons un dispositif, le C2P, qui pénalisera des centaines de milliers d'agent.e.s, comme c'est d'ailleurs déjà le cas dans le privé, au vu de ses conditions drastiques de mise en œuvre.

Parce que les augmentations générales de salaires sont juste socialement et économiquement et qu'il n'y a pas de bonnes retraites avec de mauvaises rémunérations, nous revendiquons le dégel immédiat de la valeur du point d'indice et l'octroi de points uniformes.

Parce que créer des emplois statutaires, cela améliore la qualité du service public pour les usagers, cela participe de la lutte contre la précarité et le chômage, cela permet d'accroître les recettes en matière de retraite, nous exigeons des créations dans de nombreux secteurs qui en ont besoin.

Les organisations syndicales CGC, CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires déplorent l'absence de toute négociation et condamnent le passage en force continu du pouvoir exécutif. Le CCFP d'aujourd'hui en est un nouvel et triste exemple.

Elles déplorent et condamnent également l'opacité et la confusion entretenues par le pouvoir. Les seuls éléments chiffrés sont des « dissimulateurs » erronés et partiels.

C'est bien le Président et le gouvernement qui portent seuls l'entière responsabilité du blocage actuel.

Nous sommes solidaires des nombreux secteurs dans l'action contre un projet de loi qu'il faut retirer.

Nos organisations salariales continueront de porter leurs légitimes revendications et de s'inscrire dans les mobilisations leur permettant d'être entendues.